

Les Franciliens et le système de santé régional

Décembre 2022



Principaux enseignements de la phase quantitative (1/2)

- Les trois quarts des Franciliens (75%) se disent satisfaits (21% de très satisfaits) de la prise en charge de leur santé dans la région, un niveau équivalent à celui de la population nationale (73%)
- Ils se considèrent néanmoins plus affectés par certains facteurs négatifs sur leur santé : environnement et pollution (+7 pts) et conditions de transport (+6 pts)
- La santé environnementale est d'ailleurs leur priorité (58%) en matière de prévention, une prévention qui doit avant tout provenir du médecin traitant (63%) et de l'Assurance maladie (62%) mais à laquelle ils sont aussi prêts à participer (65%)
- Si 91% des Franciliens ont déclaré un médecin traitant, ils éprouvent néanmoins des difficultés pour consulter un médecin généraliste (52% ; 9 pts par rapport à la moyenne nationale) et encore davantage un spécialiste (70%)
- Les Franciliens sont d'ailleurs ouverts à la prise en charge de certains soins par d'autres professionnels de santé (70%) mais s'opposent en majorité (56%) au principe d'infirmière traitante
- Lorsqu'ils les connaissent, 73% des Franciliens se disent satisfaits des maisons et centres de santé près de chez eux et si 73% ont fréquenté un centre de vaccination, une minorité a fréquenté une PMI (25%) ou un CMP (17%)

Principaux enseignements de la phase quantitative (2/2)

- Si 44% des Franciliens ont déjà eu recours à la télémédecine, 62% se disent favorables à son développement, un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale (+9 pts)
- 81% des Franciliens connaissent Mon Espace Santé mais seuls 21% l'utilisent réellement, et pourtant, à l'exception des 75 ans et plus, ils se sentent à l'aise avec les outils numériques (81%) et se disent prêts à les utiliser davantage en matière de santé (67%)
- Le SAMU reste le contact privilégié en cas d'urgence vitale (52%) tandis qu'ils se partagent entre SOS Médecin (33%), le SAMU (22%) voire les médecins de garde (17%) ou les urgences (15%) en cas de problème de santé la nuit ou le week-end
- 72% des Franciliens déclarent avoir facilement accès à un service d'urgence, mais 61% ont été satisfaits de leur dernière prise en charge (un niveau inférieur de 14 points à la moyenne nationale), résultat, 72% des Franciliens soutiennent l'idée d'une limitation aux urgences vitales
- La prise en charge à l'hôpital (53%), et l'amélioration de l'accès aux médecins spécialistes (52%) et aux généralistes (49%) sont les trois principales attentes des Franciliens

Principaux enseignements de la phase qualitative

Trois axes sont ressortis majoritairement des attentes des participants pour rapprocher le système de santé régional des besoins des habitants.

AGIR CONTRE LA SATURATION DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ AUJOURD'HUI DÉCONNECTÉS DU QUOTIDIEN DES CITOYENS

Améliorer en priorité l'accès aux médecins généralistes, spécialistes, hôpitaux et services d'urgences

Simplifier le cursus pour devenir médecin, rendre la formation plus incitative, faciliter les prises de rendez-vous et dépasser le « modèle Doctolib » créant des saturations

Prendre en compte les spécificités territoriales, mieux répartir les professionnels et les y inciter

Revaloriser les professionnels de santé pour inciter à ces carrières

Améliorer l'accueil et la prise en charge dans les hôpitaux et aux urgences, séparer les urgences vitales des pathologies plus légères (modèle des SAMI du Val de Marne)

MAINTENIR L'EXPERTISE MÉDICALE DANS UN CONTEXTE DE DÉGRADATION DE L'OFFRE DE SOINS ET D'ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ

Le refus général que le « désengorgement » des professionnels de santé se fasse au détriment de l'expertise médicale sur laquelle il ne faut surtout pas s'appauvrir

Un regard inquiet sur les fermetures de services de santé, les projets de transfert de tâches aux infirmiers, le développement des centres de santé « low cost » et de la téléconsultation, qui constituent des marques d'un appauvrissement de l'expertise médicale

Une satisfaction à l'égard des possibilités offertes par Internet et de la capacité de ce média à donner des pistes de diagnostics et de solutions mais la conviction ancrée que rien ne remplace un diagnostic in situ effectué par un médecin

ASSURER UN NIVEAU SATISFAISANT D'INFORMATION ET DE PRÉVENTION

Faire plus de prévention et de campagnes de sensibilisation

Utiliser les grands médias, l'affichage ou les réseaux sociaux pour bien toucher les jeunes déconnectés des parcours de soins

Continuer à diffuser de bonnes pratiques de santé, lutter contre un certain « incivisme sanitaire » rencontré lors du Covid

Aborder des sujets montants comme la « malbouffe », la sédentarité », la santé liée à l'environnement (bruit, stress, pollution)

Principaux enseignements

Sélection de verbatim caractéristiques des attentes issus de la phase qualitative

« On sait que le problème c'est qu'il y a moins de médecins, moins de places dans les hôpitaux, moins d'hôpitaux, moins de lits. On connaît le problème, on connaît la solution. J'ai l'impression qu'on cherche des solutions alternatives. On va chercher des solutions par le bas, où l'infirmier va prendre la place du médecin, mais le médecin a un rôle spécifique. » (Groupe Catégories sociales défavorisées)

« Il faut revaloriser les salaires des médecins pour les inciter à aller dans des endroits désertés, ça peut passer par un accès aux logements plus simple, ou une perspective d'évolution. » (Groupe Catégories sociales défavorisées)

« Les hôpitaux, on n'a pas appris de ce qui s'est passé, on a fermé des lits et on manque de spécialistes cruellement même en Ile de France. » (Groupe Catégories sociales défavorisées)

« On doit rapprocher les soins de la population, dans beaucoup de villes on ferme des hôpitaux. » (Groupe Catégories sociales défavorisées)

« La priorité c'est de mettre des moyens financiers plus importants, payer mieux les médecins, aides-soignants, infirmiers. Leur faire faire moins d'heures, qu'ils soient moins débordés. » (Groupe Aidants et malades de longue durée)

« On peut se casser la jambe sans avoir à payer 15 000€, et rien que pour ça je préfère aller dans un hôpital public et être soigné gratuitement, même si je dois attendre 4h et que l'hôpital n'est pas très beau. » (Groupe Jeunes franciliens)

« La formation des médecins, ça n'encourage pas les jeunes à se lancer sur cette voie, beaucoup autour de moi ont beaucoup souffert de la difficulté des études. » (Groupe Jeunes franciliens)

« Je pense qu'il n'y a pas assez de personnel de santé, donc la priorité est de faire plus de médecine de proximité de manière à éviter d'engorger les hôpitaux. » (Groupe Jeunes franciliens)

« La priorité est de répartir les compétences au sein de l'Ile-de-France, décentraliser, rendre certains lieux attractifs et accessibles. » (Groupe Jeunes franciliens)